

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204089]

24 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, article 33, § 2, modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, article 31*bis*, § 2, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif au plan d'action préventive pour l'énergie;

Vu l'article 19 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Vu le rapport du 8 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2020;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de prévoir de manière urgente l'extension du statut de client protégé aux catégories qui sont visées en dénommant cette nouvelle catégorie " client protégé conjoncturel » pour protéger les ménages souffrant d'une perte de revenu liée au COVID-19, ou disposant d'un revenu limité et qui se trouvent en difficulté pour faire face à leur facture d'énergie;

Vu l'avis 67.764/4 du Conseil d'État, donné le 15 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis 72/2020 de l'autorité de protection des données, donné le 24 août 2020;

Considérant l'avis de la CWaPE, donné le 23 juillet 2020;

Considérant l'avis du pôle énergie, donné le 17 juillet 2020;

Sur proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'arrêté relatif au marché de l'électricité : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

2^o l'arrêté relatif au marché du gaz : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

3^o le décret relatif au marché de l'électricité : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

4^o le décret relatif au marché du gaz : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Art. 2. Il est créé une catégorie de client protégé appelée client protégé conjoncturel octroyée :

1^o aux clients résidentiels, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une attestation du C.P.A.S. ou d'un service social reconnaissant une difficulté pour faire face à ses factures d'énergie, conformément à l'annexe 1;

2^o aux clients résidentiels, à l'exclusion des clients visés à l'article 33, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, en situation de défaut de paiement dans les cas suivants :

a) un client, ou toute personne vivant sous le même toit, dont le revenu professionnel est impacté par la crise COVID 19 au sens de l'alinéa 2;

b) un client, ou toute personne vivant sous le même toit, disposant d'une allocation en tant que chômeur complet indemnisé;

c) un client, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une intervention majorée versée par leur mutuelle en vertu de l'article 37, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Au sens du présent texte, on entend par « client dont le revenu professionnel est impacté par la crise COVID-19 » :

1^o une personne ayant bénéficié d'allocations de chômage temporaire pour force majeure en raison du COVID-19 ou pour raisons économiques conformément à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et à l'arrêté royal du 30 mars 2020 visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus COVID-19 et à modifier l'article 10 de l'arrêté royal du 6 mai 2019 modifiant les articles 27, 51, 52*bis*, 58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36*sexies*, 63*bis* et 124*bis* dans le même arrêté lorsque ces allocations portent sur au moins quatorze jours de chômage temporaire;

2^o un travailleur indépendant, un aidant ou un conjoint aidant, au sens des articles 3, 5*quater*, 6 et 7*bis* de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants qui a bénéficié en 2020 d'une prestation financière à la suite d'une interruption forcée, totale ou partielle, de son activité indépendante qui s'est produite à la suite du COVID-19, en vertu de la loi du 23 mars 2020 modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant les mesures temporaires dans le cadre du COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants.

Art. 3. Le courrier du fournisseur relatif au défaut de paiement et le courrier du gestionnaire de réseau avertissant le client de la date et de la plage horaire du placement du compteur à budget informent le client quant aux conditions pour être client protégé conjoncturel. Ces informations sont intégrées dans ces courriers émis 10 jours après la publication du présent arrêté et jusqu'au 31 mars 2021.

Lors de la réception d'un courrier de déclaration en défaut de paiement pour une facture d'énergie de son fournisseur, le client souhaitant obtenir le statut de client protégé conjoncturel adresse, éventuellement via le C.P.A.S. ou un service social, une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel il est raccordé.

La demande écrite comprend :

- 1° les nom, prénom et l'adresse postale ou l'adresse mail du demandeur;
- 2° le courrier de défaut de paiement notifié au client entre le 18 mars 2020 et le 31 mars 2021;
- 3° d'autre part,

a) soit, une attestation de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage ou de tout autre organisme de paiement des allocations de chômage relative au chômage temporaire relative au chômage temporaire pour force majeure consécutive à la crise du coronavirus;

b) soit, une attestation d'une caisse d'assurance sociale relative aux prestations financières accordées dans le cadre « droit passerelle » lié à la crise du coronavirus;

c) soit, une attestation de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage ou de tout autre organisme de paiement des allocations de chômage relative au chômage complet indemnisé;

d) soit, une attestation de la mutuelle en tant que bénéficiaire de l'intervention majorée;

e) soit, une attestation conforme à l'annexe 1 du C.P.A.S. ou d'un service social;

4° dans le cas où le bénéficiaire du statut de client protégé conjonctuel n'est pas le titulaire du contrat de fourniture d'énergie : un certificat de composition du ménage délivré par l'Administration communale du lieu de domiciliation du client résidentiel au nom duquel est établi le formulaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution est seul responsable du traitement des données à caractère personnel transférées dans le cadre du présent arrêté. Ces données sont supprimées par le Gestionnaire de réseau dans un délais de 3 mois après la fin de la période d'octroi du statut de client protégé conjonctuel.

Dès réception de la demande accompagnée des documents requis et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé au tarif social.

Le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur et le client de l'octroi du statut de client protégé conjonctuel. Le gestionnaire de réseau de distribution communique les nom et prénom du ménage concerné au fournisseur. Dans le cas où le bénéficiaire du statut de client protégé conjonctuel n'est pas le titulaire du contrat de fourniture d'énergie, le gestionnaire de réseau de distribution communique les nom et prénom du titulaire du contrat. Le gestionnaire de réseau de distribution informe également le client des conditions qui découlent de l'octroi du statut de client protégé et du fait qu'il peut conclure un plan de paiement raisonnable auprès de son fournisseur pour rembourser sa dette. Le contrat qui lie le fournisseur et le client est suspendu.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, le client visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, peut adresser, éventuellement via le C.P.A.S. ou un service social, une demande écrite pour obtenir le statut de client protégé conjonctuel au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé avant la réception d'un courrier de défaut de paiement de son fournisseur.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 3, alinéa 3, 1^o, la demande écrite au gestionnaire de réseau de distribution ne comprend pas de courrier de défaut de paiement.

Art. 5. Les modalités de remboursement de la ou des factures impayées envers le fournisseur initial sont balisées dans un plan de paiement raisonnable, comme défini à l'article 30bis de l'arrêté relatif au marché de l'électricité et à l'article 33bis de l'arrêté relatif au marché du gaz, conclu entre le fournisseur et le client, le cas échéant avec le soutien d'un service social.

En cas d'octroi du statut de client protégé conjonctuel, la procédure de défaut de paiement prévue par l'arrêté relatif au marché de l'électricité et l'arrêté relatif au marché du gaz est interrompue pour les factures émises avant le transfert de client chez le gestionnaire de réseau.

Art. 6. Dans les limites des crédits budgétaires, le droit de demander le statut de client protégé conjonctuel est ouvert jusqu'au 31 mars 2021.

Le statut de client protégé octroyé en exécution du présent arrêté prend fin d'office à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de son octroi, sauf s'il a pris fin préalablement à la demande de son bénéficiaire.

Passé ce délai de douze mois, la suspension du contrat prend fin et le contrat entre le fournisseur et le client reprend tous ses effets.

Au plus tard trois mois avant la fin de l'expiration du délai de douze mois visé à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau de distribution notifie une lettre au client protégé conjonctuel concerné pour lui rappeler la date d'échéance de son statut. Cette lettre est notifiée au client protégé par simple lettre ou par adresse électronique à l'adresse communiquée au moment de la demande d'octroi du statut de client protégé conjonctuel.

Lorsqu'un bénéficiaire du statut de client protégé conjonctuel signe un contrat avec un fournisseur commercial et met fin anticipativement à son statut, le gestionnaire de réseau informe le client de la perte de son statut de client protégé et demande confirmation au client avant le transfert vers le fournisseur commercial.

Art. 7. La Région wallonne prend en charge le coût de l'octroi du statut de client protégé conjonctuel sur base d'un montant forfaitaire. Le montant de l'intervention est calculé et actualisé semestriellement par la CWaPE et communiqué aux gestionnaires de réseau de distribution et à l'administration. Ces montants sont considérés comme des produits issus de la facturation de la fourniture d'électricité ou de gaz à la clientèle propre du gestionnaire de réseau de distribution au sens de la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie mensuellement à l'Administration le nombre de clients protégés conjonctuels, pour le gaz, d'une part, et pour l'électricité, d'autre part.

Les montants nécessaires à la prise en charge du coût du dispositif sont avancés aux gestionnaires de réseau de distribution. Un décompte est réalisé annuellement sur base du nombre de ménages ayant bénéficié du statut et du montant de l'intervention forfaitaire calculé par la CWaPE pour les périodes concernées. En cas de sous-utilisation des crédits, le trop-perçu est remboursé par le gestionnaire de réseau de distribution à la Région.

Art. 8. Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif au plan d'action préventive pour l'énergie, les plans d'action préventive pour l'énergie bénéficiant d'un subside pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020 sont prolongés jusqu'au 31 mars 2021.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I

Document attestant de la qualité de client protégé conjoncturel au sens de l'article 2 de l'arrêté du gouvernement wallon établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19

Coordonnées du centre public d'action sociale ou du service social :

Adresse :

.....

Tél. :

Cachet : Signature du président/secrétaire

Conformément à la décision prise par le centre public d'action sociale ou le service social, le présent document atteste que :

M./Mme (nom et prénom) :

.....

Adresse :

.....

Bénéficie effectivement de la qualité de client protégé conjoncturel en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du gouvernement wallon du 24 septembre 2020 établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19.

Date :

Cette attestation est valable jusqu'au 31 mars 2021.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19.

Namur, le 24 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/204089]

24. SEPTEMBER 2020. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 33 § 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 31*bis* § 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 bezüglich des präventiven Aktionsplans für die Energie;

Aufgrund des Artikels 19 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

Aufgrund des Berichts vom 8. Juni 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 2. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, dringend Vorkehrungen zu treffen, um den Status als geschützter Kunde durch die Einführung einer neuen Kategorie "konjunkturbedingt geschützter Kunden" auf die angeführten Kategorien auszudehnen, um Haushalte zu schützen, die Einkommensverluste wegen COVID-19 erleiden oder über ein geringes Einkommen verfügen und Schwierigkeiten haben, ihre Energierechnung zu begleichen;

Aufgrund des am 15. Juli 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.764/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 24. August 2020 abgegebenen Stellungnahme Nr. 72/2020 der Datenschutzbehörde;

In Erwägung der am 23. Juli 2020 abgegebenen Stellungnahme der CWaPE;
In Erwägung der am 17. Juli 2020 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";
Auf Vorschlag des Ministers für Energie;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass über den Elektrizitätsmarkt: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

2° Erlass über den Gasmarkt: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

3° Dekret über den Elektrizitätsmarkt: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

4° Dekret über den Gasmarkt: das Dekret vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes.

Art. 2 - Es wird eine Kategorie geschützter Kunden unter der Bezeichnung "konjunkturbedingt geschützte Kunden" eingeführt, in die folgende Kunden aufgenommen werden:

1° Haushaltskunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, die über eine Bescheinigung des ÖSHZ oder eines Sozialdienstes gemäß Anhang 1 verfügen, in der ihre Schwierigkeiten, die Energierechnung zu begleichen, anerkannt werden;

2° Haushaltskunden, mit Ausnahme der in Artikel 33 § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts genannten Kunden, die sich in Zahlungsverzug befinden, falls es sich um folgende Personen handelt:

a) einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen im Sinne von Absatz 2 hat;

b) einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der über eine Zulage als entschädigter Vollarbeitsloser verfügt;

c) einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der aufgrund von Artikel 37 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung Anspruch auf eine von seiner Krankenkasse überwiesene erhöhte Beteiligung hat.

Im Sinne des vorliegenden Textes gilt als "Kunde, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen hat":

1° eine Person, die aus Gründen höherer Gewalt wegen des COVID-19 oder aus wirtschaftlichen Gründen eine Zulage für vorübergehende Arbeitslosigkeit gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und dem Königlichen Erlass vom 30. März 2020 zur Anpassung der Verfahren im Rahmen der vorübergehenden Arbeitslosigkeit infolge des COVID-19-Virus und zur Abänderung des Artikels 10 des Königlichen Erlasses vom 6. Mai 2019 zur Abänderung der Artikel 27, 51, 52bis, 58, 58/3 und 63 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und zur Einfügung der Artikel 36sexies, 63bis und 124bis in denselben Erlass erhalten hat, wenn sich diese Zulage auf einen Zeitraum von mindestens vierzehn Tagen vorübergehender Arbeitslosigkeit bezieht;

2° ein Selbständiger, ein Helfer oder ein mithelfender Ehepartner im Sinne der Artikel 3, 5quater, 6 et 7bis des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen, der 2020 nach einer infolge des COVID-19 stattgefundenen vollständigen oder teilweisen Zwangsunterbrechung seiner selbständigen Tätigkeit eine finanzielle Leistung aufgrund des Gesetzes vom 23. März 2020 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Einführung von zeitweiligen Maßnahmen zugunsten der Selbständigen im Rahmen von COVID-19 erhalten hat.

Art. 3 - Im Schreiben des Versorgers über den Zahlungsverzug und im Schreiben des Netzbetreibers, mit dem der Kunde über das Datum und das Zeitfenster für die Anbringung des Budgetmesszählers benachrichtigt wird, wird der Kunde über die Bedingungen informiert, unter denen er als konjunkturbedingt geschützter Kunde gilt. Diese Informationen werden in diese 10 Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses und bis zum 31. März 2021 verschickten Schreiben aufgenommen.

Bei Erhalt eines Schreibens, in dem für eine Energierechnung seines Versorgers der Zahlungsverzug erklärt wird, richtet der Kunde, der den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde erlangen möchte, ggf. über das ÖSHZ oder einen Sozialdienst, einen schriftlichen Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes, an das er angeschlossen ist.

Der schriftliche Antrag umfasst:

1° Name, Vorname und Postanschrift oder Mail-Adresse des Antragstellers;

2° das dem Kunden zwischen dem 18. März 2020 und dem 31. März 2021 zugestellte Schreiben über den Zahlungsverzug;

3° im Übrigen,

a) entweder eine Bescheinigung der Hilfskasse für die Auszahlung des Arbeitslosengeldes oder jeder anderen Zahlstelle für Arbeitslosengeld über die vorübergehende Arbeitslosigkeit aus Gründen höherer Gewalt infolge der Coronavirus-Krise;

b) oder eine Bescheinigung einer Sozialversicherungskasse über die finanziellen Leistungen, die im Rahmen des mit der Coronavirus-Krise verbundenen Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen gewährt werden;

c) oder eine Bescheinigung der Hilfskasse für die Auszahlung des Arbeitslosengeldes oder jeder anderen Zahlstelle für Arbeitslosengeld über die entschädigte Vollarbeitslosigkeit;

d) oder eine Bescheinigung der Krankenkasse als Empfänger der erhöhten Beteiligung;

e) oder eine dem Anhang 1 entsprechende Bescheinigung des ÖSHZ oder eines Sozialdienstes;

4° Falls es sich bei der Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, nicht um den Inhaber des Energielieferungsvertrags handelt: eine Bescheinigung über die Haushaltszusammensetzung, die von der Gemeindeverwaltung des Orts ausgestellt wird, an dem der Haushaltskunde, auf dessen Namen das Formular erstellt wird, seinen Wohnsitz hat.

Der Betreiber des Verteilernetzes trägt die alleinige Verantwortung für die Verarbeitung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses übertragenen personenbezogenen Daten. Diese Daten werden vom Netzbetreiber innerhalb von 3 Monaten nach dem Ende des Zeitraums, in dem der Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde gewährt wird, gelöscht.

Sobald dieser Antrag zusammen mit den verlangten Dokumenten eingegangen ist, und unbeschadet der technischen Vorschriften für die Verwaltung des Verteilernetzes hinsichtlich des Informationsaustauschs, muss der Betreiber des betreffenden Netzes den geschützten Kunden zum Sozialtarif beliefern.

Der Betreiber des Verteilernetzes informiert den Versorger und den Kunden über die Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt dem Versorger den Namen und Vornamen des betroffenen Haushalts mit. Falls es sich bei der Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, nicht um den Inhaber des Energielieferungsvertrags handelt, teilt der Betreiber des Verteilernetzes den Namen und Vornamen des Vertragsinhabers mit. Der Betreiber des Verteilernetzes informiert ebenfalls den Kunden über die Bedingungen, die sich aus der Gewährung des Status als geschützter Kunde ergeben, und über die Tatsache, dass er mit seinem Versorger einen zumutbaren Zahlungsplan vereinbaren kann, um seine Schuld zurückzuzahlen. Der Vertrag, der den Versorger und den Kunden bindet, wird ausgesetzt.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 kann der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Kunde vor dem Erhalt eines Schreibens seines Versorgers über den Zahlungsverzug einen schriftlichen Antrag zur Erlangung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde, ggf. über das ÖSHZ oder einen Sozialdienst, an den Betreiber des Verteilernetzes richten, an das er angeschlossen ist.

In diesem Fall umfasst der schriftliche Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes in Abweichung von Artikel 3 Absatz 3 Ziffer 1 kein Schreiben über den Zahlungsverzug.

Art. 5 - Die Modalitäten für die Rückzahlung der unbezahlten Rechnung(en) des ursprünglichen Versorgers werden ggf. mit der Unterstützung eines Sozialdienstes in einem zwischen dem Versorger und dem Kunden vereinbarten zumutbaren Zahlungsplan nach Artikel 30bis des Erlasses über den Elektrizitätsmarkt und Artikel 30bis des Erlasses über den Gasmarkt organisiert.

Im Falle einer Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde wird für die vor der Kundenübertragung an den Netzbetreiber ausgestellten Rechnungen das im Erlass über den Elektrizitätsmarkt und im Erlass über den Gasmarkt vorgesehene Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt.

Art. 6 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gilt das Anrecht, den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde zu beantragen, bis zum 31. März 2021.

Der in Ausführung des vorliegenden Erlasses gewährte Status als geschützter Kunde endet von Amts wegen nach Ablauf einer Frist von zwölf Monaten ab dessen Gewährung, es sei denn, er endete auf Antrag des Anspruchsberechtigten zu einem früheren Zeitpunkt.

Nach Ablauf dieser zwölfmonatigen Frist endet die Aussetzung des Vertrags und wird der Vertrag zwischen dem Versorger und dem Kunden erneut uneingeschränkt wirksam.

Spätestens drei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 2 genannten zwölfmonatigen Frist stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem betroffenen konjunkturbedingt geschützten Kunden ein Schreiben zu, um ihn an das Datum der Fälligkeit seines Status zu erinnern. Diese Zustellung erfolgt in der Form eines einfachen Schreibens oder per E-Mail an die Adresse, die bei der Beantragung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde mitgeteilt wurde.

Wenn die Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, einen Vertrag mit einem gewerblichen Versorger abschließt und seinen Status vorzeitig beendet, benachrichtigt der Netzbetreiber den Kunden über den Verlust seines Status als geschützter Kunde und ersucht ihn vor der Übertragung an den gewerblichen Versorger um eine Bestätigung.

Art. 7 - Die Wallonische Region übernimmt die Kosten für die Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde auf der Grundlage eines Pauschalbetrags. Die Höhe der Beteiligung wird von der CWaPE halbjährlich errechnet und aktualisiert und den Verteilernetzbetreibern sowie der Verwaltung mitgeteilt. Diese Beträge werden als Erlöse aus der Fakturierung der Lieferung von Strom und Gas an die eigenen Kunden des Verteilernetzbetreibers im Sinne der Tarifmethodik angesehen.

Der Betreiber des Verteilernetzes notifiziert der Verwaltung monatlich die Anzahl konjunkturbedingt geschützter Gaskunden, einerseits, und Stromkunden, andererseits.

Die zur Übernahme der Kosten für die Regelung erforderlichen Beträge werden den Verteilernetzbetreibern im Voraus überwiesen. Eine Abrechnung wird jährlich auf der Grundlage der Anzahl Haushalte, denen der Status zuerkannt wurde, und der von der CWaPE für die betroffenen Zeiträume errechneten Höhe der Pauschalbeteiligung erstellt. Bei nicht vollständiger Verwendung der Mittel wird der zu viel erhobene Betrag vom Netzbetreiber an die Region zurückerstattet.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 bezüglich des präventiven Aktionsplans für die Energie werden die für den Zeitraum vom 1. Januar 2019 bis zum 31. Dezember 2020 bezuschussten präventiven Aktionspläne für die Energie bis zum 31. März 2021 verlängert.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Anhang I

Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als konjunkturbedingt geschützter Kunde im Sinne von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise

Kontaktdaten des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder des Sozialdienstes:

Anschrift:

.....
Tel.:

Stempel: Unterschrift des Vorsitzenden/Sekretärs

Gemäß dem vom öffentlichen Sozialhilfezentrum oder vom Sozialdienst gefassten Beschluss wird durch das vorliegende Dokument bescheinigt, dass:

Herr/Frau (Name und Vorname):

.....
Anschrift:

.....
die Eigenschaft als konjunkturbedingt geschützter Kunde in Anwendung von Artikel 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise tatsächlich besitzt.

Datum:

Diese Bescheinigung ist bis zum 31. März 2021 gültig.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 24. September 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/204089]

24 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van een categorie conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 33, § 2, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 31bis, 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende het preventieve actieplan voor energie;

Gelet artikel 19 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het rapport van 8 juni 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juni 2020,

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2020;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak om te voorzien in de uitbreiding van het statuut van beschermde afnemer tot de betrokken categorieën, door deze nieuwe categorie "conjunctureel beschermde afnemer" te benoemen teneinde de huishoudens die een inkomensverlies lijden dat verband houdt met COVID-19, of die een beperkt inkomen hebben en die in moeilijkheden verkeren om hun energierekening te betalen, te beschermen;

Gelet op advies nr. 67.764/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 72/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 24 augustus 2020;

Gelet op het advies van de "CWaPE", gegeven op 23 juli 2020;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 17 juli 2020;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° besluit betreffende de elektriciteitsmarkt: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

2° besluit betreffende de gasmarkt: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

3° decreet betreffende de elektriciteitsmarkt: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

4° decreet betreffende de gasmarkt: het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

Art. 2. Er wordt een categorie beschermde afnemers opgericht, die "conjunctureel beschermde afnemers" wordt genoemd en die toegekend wordt aan:

1° de residentiële afnemers, of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, die genieten van een attest van het OCMW of van een sociale dienst dat erkent dat het moeilijk is om aan zijn energiefactuur te voldoen overeenkomstig bijlage 1;

2° de residentiële afnemers, met uitzondering van de afnemers bedoeld in artikel 33, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, in gebreke van betaling in de volgende gevallen:

a) een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, wiens beroepsinkomen wordt beïnvloed door de COVID-19-crisis in de zin van het tweede lid;

b) een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die als volledig vergoede werkloze een uitkering heeft;

c) een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die geniet van een verhoogde tegemoetkoming van zijn ziekenfonds krachtens artikel 37 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

In de zin van deze tekst wordt verstaan onder: "afnemer wiens beroepsinkomen door de COVID-19-crisis beïnvloed wordt":

1° een persoon die een tijdelijke werkloosheidsuitkering heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van COVID-19 of om economische redenen overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en het koninklijk besluit van 30 maart 2020 tot aanpassing van de procedures in het kader van tijdelijke werkloosheid omwille van het Covid-19-virus en tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 mei 2019 tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoering van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit, wanneer deze uitkering ten minste 14 dagen tijdelijke werkloosheid dekt;

2° een zelfstandige, een helper of een meewerkende echtgeno(o)t(e) in de zin van de artikelen 3, 5quater, 6 en 7bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, die in 2020 een financiële uitkering heeft ontvangen na een gedwongen onderbreking, geheel of gedeeltelijk, van zijn of haar zelfstandige activiteit als gevolg van COVID-19 krachtens de wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen.

Art. 3. De brief van de energieleverancier waarin de situatie van wanbetaling wordt gemeld en de brief van de netbeheerder die de afnemer in kennis stelt van de datum en het tijdstip van de installatie van de budgetmeter, informeren de afnemer over de voorwaarden om een conjunctureel beschermde afnemer te zijn. Deze informatie wordt opgenomen in deze brieven die 10 dagen na de bekendmaking van dit besluit en tot 31 maart 2021 worden verzonden.

Bij de ontvangst van een schrijven waarin hij als wanbetaler verklaard wordt voor een energiefactuur van zijn leverancier, stuurt de afnemer die het statuut van conjunctureel beschermde afnemer wenst te verkrijgen, eventueel via het OCMW of een sociale dienst, een schriftelijke aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop hij is aangesloten.

De schriftelijke aanvraag omvat:

1° de naam, de voornaam en het post- of e-mailadres van de aanvrager;

2° de brief m.b.t. de wanbetaling die tussen 18 maart 2020 en 31 maart 2021 aan de afnemer is meegedeeld;

3° anderzijds,

a) hetzij een attest van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of van elke andere instelling die belast is met de betaling van werkloosheidsuitkeringen in verband met tijdelijke werkloosheid wegens overmacht als gevolg van de coronaviruscrisis;

b) hetzij een attest van een sociale verzekeringskas met betrekking tot de financiële uitkeringen die in het kader van het "overbruggingsrecht" in verband met de coronaviruscrisis zijn toegekend;

c) hetzij een attest van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of van elke andere instelling die belast is met de betaling van werkloosheidsuitkeringen in verband met volledig vergoede werkloosheid;

d) hetzij een attest van het ziekenfonds als begunstigde van de verhoogde bijstand;

e) hetzij een met bijlage 1 overeenkomstig attest van het OCMW of van een sociale dienst;

4° als de begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer niet de houder is van het energieleveringscontract: een attest van gezinssamenstelling dat is afgegeven door het gemeentebestuur van de woonplaats van de residentiële afnemer op wiens naam het formulier is opgesteld.

De distributienetbeheerder is als enige verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonlijke gegevens die in het kader van dit besluit worden overgedragen. Deze gegevens worden door de netbeheerder gewist binnen 3 maanden na afloop van de termijn voor het verlenen van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer.

Na ontvangst van de aanvraag vergezeld van de vereiste documenten is de netbeheerder verplicht aan de afnemer te leveren tegen het sociale tarief, onverminderd de technische bepalingen voor het beheer van het distributienet betreffende informatie-uitwisseling.

De distributienetbeheerder stelt de leverancier en de afnemer in kennis van de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer. De distributienetbeheerder stelt de leverancier in kennis van de naam en de achternaam van het betrokken huishouden. Indien de begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer niet de houder van het energieleveringscontract is, deelt de distributienetbeheerder de naam en de achternaam van de houder van het contract mee. De distributienetbeheerder stelt de afnemer tevens in kennis van de voorwaarden die voortvloeien uit de toekenning van het statuut van beschermde afnemer en van het feit dat hij met zijn leverancier een redelijk betalingsplan kan aangaan om zijn schuld terug te betalen. Het contract tussen de leverancier en de afnemer wordt opgeschort.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 kan de in artikel 2, eerste lid, 2° bedoelde afnemer, eventueel via het OCMS of een sociale dienst, een schriftelijke aanvraag indienen om het statuut van conjunctureel beschermde afnemer te verkrijgen bij de distributienetbeheerder waarop de klant is aangesloten vóór de ontvangst van een brief van zijn leverancier over de wanbetaling.

In afwijking van artikel 3, derde lid, 1°, bevat de schriftelijke aanvraag aan de distributienetbeheerder in dit geval geen wanbetalingsbrief.

Art. 5. De modaliteiten voor de terugbetaling van de onbetaalde factuur(en) aan de oorspronkelijke leverancier worden vastgelegd in een redelijk betalingsplan, zoals omschreven in artikel 30bis van het besluit betreffende de elektriciteitsmarkt en artikel 33bis van het besluit betreffende de gasmarkt, dat tussen de leverancier en de afnemer wordt gesloten, in voorkomend geval met ondersteuning van een sociale dienst.

In geval van toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer wordt de wanbetalingsprocedure bedoeld in het besluit betreffende de elektriciteitsmarkt en het besluit betreffende de gasmarkt onderbroken voor de facturen die worden uitgeschreven voordat de afnemer wordt overgedragen aan de netbeheerder.

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten is het recht om het statuut van conjunctureel beschermde afnemer aan te vragen open tot 31 maart 2021.

Het statuut van beschermde afnemer dat in het kader van dit besluit wordt toegekend, eindigt automatisch aan het einde van 12 maanden vanaf de datum van toekenning, tenzij het op verzoek van de begunstigde eerder is beëindigd.

Na deze periode van 12 maanden eindigt de opschorting van het contract en hervat het contract tussen de leverancier en de afnemer alle gevolgen ervan.

Uiterlijk drie maanden voor het einde van de in lid 2 bedoelde periode van twaalf maanden stelt de distributienetbeheerder de betrokken conjunctureel beschermde afnemer per brief in kennis van de datum waarop zijn statuut afloopt. Deze brief wordt naar de beschermde afnemer per gewone brief of per e-mail verzonden op het adres dat bij de aanvraag voor de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer werd meegedeeld.

Wanneer een begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer een contract met een commerciële leverancier ondertekent en zijn statuut vroegtijdig beëindigt, informeert de netbeheerder de afnemer over het verlies van zijn statuut van beschermde afnemer en vraagt hij bevestiging van de afnemer vóór de overdracht naar de commerciële leverancier.

Art. 7. Het Waalse Gewest draagt de kosten voor de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer op basis van een forfaitair bedrag. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt om de zes maanden door de CWaPE berekend en geactualiseerd en aan de distributienetbeheerders en de administratie meegedeeld. Deze bedragen worden beschouwd als inkomsten uit de facturering van de elektriciteits- of gasleveringen aan de eigen afnemers van de distributienetbeheerder in de zin van de tariefmethodologie.

De distributienetbeheerder stelt de Administratie maandelijks in kennis van het aantal conjunctureel beschermde afnemers, enerzijds voor gas en anderzijds voor elektriciteit.

De bedragen die nodig zijn om de kosten van de regeling te dekken, worden voorgesloten aan de distributienetbeheerders. Jaarlijks wordt een afrekening gemaakt op basis van het aantal huishoudens dat het statuut heeft genoten en het bedrag van de forfaitaire tegemoetkoming dat door de CWaPE voor de betrokken periodes is berekend. In geval van onderbenutting van de kredieten wordt het teveel betaalde bedrag door de distributienetbeheerder aan het Gewest terugbetaald.

Art. 8. In afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende het preventieve actieplan voor energie worden de preventieve actieplannen voor energie die voor de periode tussen 1 januari 2019 tot 31 december 2020 in aanmerking komen voor een subsidie, tot 31 maart 2021 verlengd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE I

Document ter bevestiging van de hoedanigheid van conjunctureel beschermde afnemer in de zin van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering tot instelling van een categorie van conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis

Gegevens van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de centrale dienst:

Adres:

.....

Tel.:

Stempel: Handtekening van de Voorzitter/Secretaris

Overeenkomstig de beslissing genomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de sociale dienst, bevestigt dit document dat:

De heer/Mevr. (naam en voornaam) :

.....

Adres:

.....

Daadwerkelijk het statuut van conjunctureel beschermde afnemer geniet in toepassing van artikel 2, § 1, van het decreet van de Waalse regering van 24 september 2020 tot instelling van een categorie van conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis

Datum:

Dit attest is geldig tot 31 maart 2021.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 tot instelling van een categorie van conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis.

Namen, 24 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43078]

3 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2009 tot vaststelling van de lijst van de risicoactiviteiten zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juni 2015

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende de sanering en het beheer van verontreinigde bodems, artikel 3, 3°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2009 tot vaststelling van de lijst van de risicoactiviteiten zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juni 2015 ;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 13 juni 2019 ;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad, gegeven op 20 juni 2019 ;

Gelet op de gelijke kansentest die overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest werd uitgevoerd op 29 maart 2019 ;

Gelet op advies 67.136/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op voordracht van de minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2009 tot vaststelling van de lijst van de risicoactiviteiten wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43078]

3 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2009 fixant la liste des activités à risque tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à l'assainissement et à la gestion des sols pollués, l'article 3, 3° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2009 fixant la liste des activités à risque tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015 ;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement donné le 13 juin 2019 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social, donné le 20 juin 2019 ;

Vu le test d'égalité des chances réalisé le 29 mars 2019 en application de l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis 67.136/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2009 fixant la liste des activités à risque est remplacée par l'annexe du présent arrêté.